

DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE DES ASSOCIATIONS MEMBRES OU CANDIDATES À L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS AGRÉÉES DU SYSTÈME DE SANTÉ

Déclaration à remplir par le-la responsable de l'association adhérente

Je soussigné-e,Michel COULOMB.....

Président-e de l'association.....France REIN.....

Certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements suivants :

1. Sur l'association

Objet social : Association de patients dialysés et greffés du rein en France. L'association a pour objectif d'améliorer la qualité de la vie et des soins des personnes souffrant d'insuffisance rénale, à travers d'actions de prévention, d'information aux patients et d'influence auprès des pouvoirs publics.

Membres du bureau (et leur situation sociale¹) :

1 - Président	M.	COULOMB	Michel
3 - Secrétaire général	M.	ALIBERT	Philippe
5 - Trésorier	M.	CHARREL	Jan-Marc
7 - Vice-président - Directeur Général délégué	M.	VIGUET	Michel
7 - Vice-présidente greffe transplantation	Mme	BARATON	Marie-Françoise
8 - Charge de missions relations extérieures	M.	LABAT	Gérard

¹ Salarié-e (préciser la profession), retraité-e, étudiant-e, etc.



3.1. Liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, etc.

Organisme (syndicat, think tank, parti ou mouvement politique, association, fondation, etc.)	Nature du lien (soutien politique, collaboration, etc.)	Période
CJN	COLLABORATION	
SFNDT	COLLABORATION	
ABM	COLLABORATION	



3.2. Présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association

Participation de professionnels de santé (en ou hors activité) ou de l'action sociale aux instances de gouvernance de l'association (indiquer le nombre et le pourcentage par rapport à la totalité des membres des instances de gouvernances) :

Aucune



4. Pièces à joindre à la présente déclaration :

- Nom, prénom et profession des membres du conseil d'administration de l'association ;
- Présentation de l'association et des principaux motifs d'adhésion ;
- Budget total de l'association par année d'exercice (bilan et compte d'exploitation) des trois dernières années ;
- Dernière version des statuts publiés au Journal officiel ;
- Agrément santé (décision d'agrément et formulaire de demande) ;
- Lettre d'engagement prévue à l'article 1.1 du règlement intérieur de l'UNAASS.

5. Mentions légales

- 5.1. *Les informations recueillies seront informatisées et cette déclaration pourra être publiée sur le site internet de l'Union.*
- 5.2. *L'Union, par l'intermédiaire de son Comité de déontologie et de prévention des conflits, est responsable du traitement ayant pour finalité la vérification de l'indépendance de l'association en confrontant les liens déclarés, aussi bien financiers que non financiers (notamment liens éventuels avec un syndicat, think tank, parti politique, association, présence de professionnels de santé ou de l'action sociale au sein des instances de gouvernance de l'association) aux objectifs de la mission de l'association envisagée au sein de l'Union au sein de l'Union.*
- 5.3. *Conformément aux dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ; Vous pouvez exercer ce droit en envoyant un mél à l'adresse suivante : deontologie@france-assos-sante.org.*
- 5.4. *La présente déclaration doit être actualisée dès qu'une modification intervient, et au minimum annuellement même sans modification.*
- 5.5. ***Toute déclaration mensongère est susceptible d'entraîner la radiation de l'association après avis du comité de déontologie.***
- 5.6. ***Aux termes de l'article L.441-1 du Code pénal « Constitue un faux toute altération frauduleuse de la vérité, de nature à causer un préjudice et accomplie par quelque moyen que ce soit, dans un écrit ou tout autre support d'expression de la pensée qui a pour objet ou qui peut avoir pour effet d'établir la preuve d'un droit ou d'un fait ayant des conséquences juridiques. Le faux et l'usage de faux sont punis de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende. »***

Fait à Paris

Le 7/12/18.....

Paris, le 7/12/18

Objet : Adhésion à France Assos Santé, Lettre d'engagement

FRANCE REIN, déclarée auprès de la préfecture de Paris, publiée au JO le 4 mars 2016, ayant son siège social 10, rue Mercœur 75011 Paris France, représentée par M. Michel COULOMB, Président de France Rein dûment habilité à l'effet des présentes, s'engage à se conformer aux dispositions contenues dans les statuts de France Assos Santé, à en respecter la charte des valeurs, le règlement intérieur ainsi que les délibérations prises par le Bureau, le Conseil d'Administration et les Assemblées Générales de l'association. Elle s'engage également à participer de manière effective et régulière aux travaux de France Assos.

CA	Titre	NOM	Prénom	Poste		Profession
MB Elu	M.	ALIBERT	Philippe	Secrétaire général de France Rein		Chef de brigade hôtelière (Invalidité)
Mb Droit	Mme	BARATON	Marie-Françoise	Président(e) régional(e)		Retraitée - Education nationale
Mb Droit	Mme	BASSE	Odile	Président(e) régional(e)		Retraitée
Mb Droit	M.	BILLON	Daniel	Président(e) régional(e)		retraité cadre commercial de l'industrie textile
Mb Droit	M.	BRAVO	Alain	Président(e) régional(e)		Consultant
MB Elu	M.	CHARLIER	Roger	Membre élu du C.A et Président de France Rein		retraité, responsable adjoint de l'agence de l'habitat Verdun
MB Elu	M.	CHARREL	Jan-Marc	Trésorier(e) régional(e) et trésorier de France Rein		Retraité - Architecte
Mb Droit	M.	COULOMB	Michel	Président(e) régional(e)		RETRAITE EDF-GDF
Mb Droit	Mme	COUTAYE	Richemène	Président(e) régional(e)		Cadre dans une sucrerie en Invalidité
Mb Droit	Mme	DALLERY	Monique	Président(e) régional(e)		Retraitée collectivité territoriale
Mb Droit	Mme	DUCHATEAU	Madeleine	Président(e) régional(e)		RETRAITEE SECTEUR PRESSE
Mb Droit	M.	EFOE	Edouard	Président(e) régional(e)		Professeur d'EPS
Mb Droit	M.	ELOY	Michel	Président(e) régional(e)		Retraité Agent général d'Assurances
Mb Droit	M.	ELOY	Michel	Président(e) régional(e)		Retraité Agent général d'Assurances
Mb Droit	M.	FEVOTTE	Pascal	Président(e) régional(e)		retraité - SNCF
Mb Droit	M.	FORENS	Gilbert	Président(e) régional(e)		retraité - secteur immobilier
Mb Droit	Mme	FORTUNE	Merette	Président(e) régional(e)		Manipulatrice en radiologie
Mb Droit	Mme	GUERIN	Corinne	Président(e) régional(e)		
MB Elu	Mme	HIEGEL	Anne	Membre actif de la FNAIR / bénévolé régional(e)		
Mb Droit	M.	LAINÉ	Gilles	Président(e) régional(e)		invalidité de la métallurgie
Mb Droit	M.	LAUNAY	Jean-Yves	Président(e) régional(e)		Educateur Spécialisé
MB Elu	Mme	LEAR	Élodie	Trésorier(e) régional(e)		
MB Elu	M.	LEAR	Kevin	Trésorier-adjoint		
Mb Droit	Mme	PEREZ-LOUBET	Janine	Président(e) régional(e)		diététicienne
Mb Droit	M.	ROMAND	Thierry	Secrétaire régional(e)		Ingénieur
Mb Droit	M.	SOARES-LEAO	Joaquim	Président(e) régional(e)		fonctionnaire
MB Elu	Mme	STINAT	Anne	Membre du CA élu		Assistante
Mb Droit	M.	THOMAS	Dominique	Président(e) régional(e)		employé de banque
Mb Droit	M.	TOUJAS	Jean-Claude	Président(e) régional(e)		
Mb Droit	M.	TROUILLET	Alain	Président(e) régional(e)		Retraité secteurs public, privé et libéral
Mb Droit	M.	TUTIN	Yves	Président(e) régional(e)		
MB Elu	M.	VIGUET	Michel	Membre du CA élu et Vice-Président de France Rein		retraité

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 5 janvier 2017 portant agrément et renouvellement d'agrément national des associations et unions d'associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique

NOR : AFSP1700435A

La ministre des affaires sociales et de la santé,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1114-1 et R.1114-1 à R. 1114-16 ;

Vu les avis de la Commission nationale d'agrément réunie le 14 décembre 2016,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Est délivré pour cinq ans un agrément au niveau national de l'association suivante :

– Association française du syndrome d'Angelman.

Art. 2. – Est renouvelé pour cinq ans à compter du 10 janvier 2017 l'agrément au niveau national de l'association suivante :

Le Comité des familles.

Est renouvelé pour cinq ans à compter du 6 février 2017 l'agrément au niveau national des associations suivantes :

- Fédération française des diabétiques ;
- Association française de l'atrésie de l'œsophage ;
- Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux.

Art. 3. – Le directeur général de la santé est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 5 janvier 2017.

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement
du directeur général de la santé :

*La directrice de projet,
cheffe de service par intérim,*

L. BASSANO

STATUTS

Reconnue d'Utilité Publique le 8 mars 1991
(Parution au J.O. du 15.03.1991)

*Association à but non lucratif (loi 1/07/1901) déclarée le
14/11/1972 sous le N°10617 à la Préfecture du Rhône*



FRANCE REIN
RÉSEAU SOLIDAIRE EN ACTION

HP Re

PRÉAMBULE

Les présents statuts annulent et remplacent les statuts au nom de la Fédération Nationale d'Aide aux Insuffisants Rénaux – FNAIR en vigueur au 17 mai 2014, et prennent leur suite.
(Première déclaration le 14.11.72).

TITRE PREMIER : FORME – DÉNOMINATION - OBJET

ARTICLE I – FORME - DÉNOMINATION

Il est constitué, entre les associations régionales soussignées, elles-mêmes pouvant être composées d'Associations Locales et celles qui adhéreront ultérieurement aux présents statuts, une association qui a pour nom :

FRANCE REIN

ARTICLE II - OBJET

FRANCE REIN ainsi constituée a pour objet :

- 1) De susciter la création, l'animation, et le regroupement, d'Associations Régionales et Locales.
- 2) D'informer,
- 3) De susciter et d'aider la recherche et la promotion des traitements de l'insuffisance rénale : dialyses, transplantations ou autres.
- 4) De régler sur le plan général, national et international tous problèmes propres aux insuffisants rénaux (social, administratif, etc....). Participer et décider aux côtés de nos partenaires et mouvements associatifs, interassociatifs et à tous les organismes décisionnaires qui nous intéressent.
- 5) De dispenser des formations
- 6) D'assurer la promotion et la défense des intérêts individuels et collectifs des insuffisants rénaux.
- 7) De développer la prévention contre les maladies rénales, et promouvoir le don d'organes.
- 8) De réaliser une Aide Sociale auprès des insuffisants rénaux.

ARTICLE III- DURÉE

Sa durée est illimitée.

ARTICLE IV - SIEGE SOCIAL

Le siège social de FRANCE REIN est fixé à Paris.

ARTICLE V – MOYENS D'ACTIONS

Les moyens de FRANCE REIN sont illimités, tels que conférences, cours, bulletins, publications, revues, expositions, secours, centres d'accueil, comités locaux, centres de vacances, formation et information, Internet, recherches de fonds, etc....

TITRE DEUXIÈME

ARTICLE VI - MEMBRES

FRANCE REIN se compose de :

1) **Membres actifs** : ce sont les associations régionales d'insuffisants rénaux, (elles-mêmes pouvant être composées d'Associations Locales), établies dans chaque région administrative, et TOM :

- à raison d'une association par région, ou TOM,
- dont les statuts et la candidature auront été agréés par le conseil d'administration de FRANCE REIN,

Ces Associations sont représentées par deux personnes physiques : le Président et un membre élu, tous deux titulaires.

Chaque Membre Actif (Association Régionale) disposera donc de deux voix délibératives à l'assemblée générale.

2) **Membres bienfaiteurs** : Toutes personnes physiques ou morales, associations, sociétés, organismes divers qui ont rendu ou rendront un service éminent à la FNAIR ou à FRANCE REIN, auxquels ce titre a été décerné par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Ce titre donnera aux personnes qui l'ont obtenu, le droit de faire partie de FRANCE REIN, et moyennant le paiement d'une cotisation, d'être élues en assemblée générale et de se grouper dans un collège qui les représentera à l'assemblée générale avec une voix délibérative pour ce collège des membres bienfaiteurs.

3) **Membres d'honneur** : cette qualité est attribuée à une personne physique sur décision du conseil d'administration.

Les membres d'honneur sont convoqués à l'assemblée générale avec voix délibérative. Ils sont dispensés de payer une cotisation

ARTICLE VII – COTISATIONS

Les associations régionales (membres actifs), elles-mêmes pouvant être composées d'Associations Locales, rétrocèdent à FRANCE REIN, une quote-part du montant des cotisations annuelles qu'elles perçoivent auprès de leurs cotisants. Cette quote-part est déterminée chaque année par l'assemblée générale de FRANCE REIN.

Cette rétrocession doit intervenir à la fin de chaque trimestre de l'année civile au cours duquel les associations régionales ont encaissé les cotisations.

L'assemblée générale de FRANCE REIN détermine chaque année :

- le montant de la cotisation des adhérents des associations régionales,
- le montant de la cotisation des adhérents des associations régionales,
- le montant de la cotisation de ses membres bienfaiteurs.

ARTICLE VIII- DÉMISSION – RADIATION

La qualité de membre de FRANCE REIN se perd :

A / Pour une association :

1) Par le retrait décidé par celle-ci conformément à ses statuts ;

- 2) Par la radiation prononcée, pour motifs graves ou refus de contribuer au fonctionnement, par le conseil d'administration, sauf recours à l'assemblée générale. Le Président de l'association est préalablement appelé à fournir ses explications.

B / Pour un membre à titre individuel :

- 1) Par la démission ;
- 2) Par la radiation prononcée, pour non-paiement de la cotisation ou pour motifs graves, par le conseil d'administration sauf recours à l'assemblée générale. Le membre intéressé est préalablement appelé à fournir ses explications.

TITRE TROISIÈME : ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE IX – CONSEIL D'ADMINISTRATION

FRANCE REIN est dirigée et administrée par un conseil d'administration de 20 à 30 administrateurs maximum. Le président de chaque Association Régionale en est Administrateur de droit.

Les autres membres du conseil d'administration sont élus pour trois ans, au scrutin secret, par l'assemblée générale.

Le renouvellement des administrateurs élus du conseil d'administration a lieu chaque année par tiers. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

En cas de vacance, le conseil pourvoit provisoirement à la cooptation du ou des administrateurs.

Leurs mandats prennent fin à l'époque où devait normalement expirer celui du ou des administrateurs remplacés.

Commentaire : le Conseil d'Administration est composé pour partie du Président des 21 associations métropolitaines et des 3 associations d'Outre-Mer. Les autres membres sont élus à bulletin secret parmi l'ensemble des adhérents de l'association. Cette composition du Conseil d'Administration permet une représentation de l'ensemble du territoire.

ARTICLE X - BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration procède chaque année, au scrutin secret, à l'élection d'un bureau composé de :

- 1 Président
- 1 Président-Adjoint
- 4 Vice-présidents
- 1 Secrétaire Général
- 1 Secrétaire Général Adjoint
- 1 Trésorier
- 1 Trésorier Adjoint

Les effectifs du bureau ne doivent pas excéder le tiers de ceux du conseil d'administration.

ARTICLE XI – CONSEIL : RÉUNIONS, MAJORITÉ ET QUORUM

Le conseil se réunit une fois au moins tous les six mois et chaque fois qu'il est convoqué par son Président, ou sur la demande du quart de ses membres, ou sur celle du quart des membres de FRANCE REIN.

La présence du Président ou du Président-Adjoint et du tiers au moins des membres du conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont adoptées à la majorité simple des administrateurs présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le vote doit cependant intervenir au scrutin secret s'il est demandé par un tiers des administrateurs. Seules sont soumises à l'approbation du conseil d'administration les résolutions portant sur les points inscrits à l'ordre du jour. Chaque administrateur ne peut détenir plus d'un pouvoir. Pour être valable, les pouvoirs seront exclusivement nominatifs.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire Général après approbation du conseil. Ils sont conservés au Siège de FRANCE REIN.

POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL

ARTICLE XII – CONSEIL : POUVOIRS ET ATTRIBUTIONS

Le conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs qui ne sont pas statutairement réservés à l'assemblée générale pour gérer et administrer l'association et pour agir au nom de cette dernière.

CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR

ARTICLE XIII – CONSEIL : CONVOCATION ET ORDRE DU JOUR

Les convocations auxquelles doit être joint l'ordre du jour, doivent parvenir 15 jours au moins avant la date prévue pour le déroulement du conseil d'administration, par lettre simple ou courriel. Dans ce dernier cas, le réceptionnaire devra accuser réception de la convocation et de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration fixera pour chaque année civile le calendrier des réunions.
Le conseil d'administration, comme le bureau, peuvent se réunir en tout lieu.

DÉLÉGATION DES POUVOIRS

ARTICLE XIV – DÉLÉGATION DES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration peut faire toute délégation de pouvoir au bureau, lequel se réunit au moins une fois tous les trimestres sur convocation de son Président, ou du tiers de ses Membres.

Il s'agit de délégations spécifiques à une situation particulière qui ne peuvent être qu'expressément limitées, motivées et temporaires.

ARTICLE XV – BUREAU : POUVOIRS, MAJORITÉ ET QUORUM

Le bureau, composé conformément aux stipulations de l'article X, doit se réunir au moins quatre fois par an.

Il instruit les dossiers suivis par le conseil d'administration et peut, dans la limite des pouvoirs qui lui sont reconnus par ce dernier, prendre toute décision utile. Pour pouvoir délibérer valablement, le bureau doit rassembler la moitié au moins de ses membres; la représentation n'est pas possible.

Les décisions du bureau sont adoptées à la majorité simple des membres présents. Elles sont adoptées à main levée. En cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante.

Le vote doit cependant intervenir au scrutin secret s'il est demandé par un membre présent du bureau

ARTICLE XVI - RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS

Les administrateurs ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions de mandataires qui leur sont confiées.

Des remboursements de frais sont seuls possibles. Ils doivent faire l'objet d'une décision expresse du conseil d'administration statuant hors présence des intéressés ; des justifications doivent être produites qui font l'objet de vérifications. Les agents rétribués par l'association peuvent être appelés, si nécessaire, par le président à assister, avec voix consultative, aux séances de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du bureau.

ARTICLE XVII - L'ASSEMBLÉE DE FRANCE REIN

Elle comprend l'assemblée des membres telle que définie à l'article VI des statuts.

Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins des membres de l'assemblée représentant au moins le quart des voix.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'Administration.

Les convocations auxquelles doivent être joint l'ordre du jour et tous documents réglementaires, doivent parvenir 21 jours au moins avant la date prévue pour le déroulement de l'assemblée, par lettre simple ou courriel. Dans ce dernier cas, le réceptionnaire devra accuser réception de la convocation, de l'ordre du jour et des documents.

L'assemblée doit se composer de la moitié au moins des membres en exercice présents ou représentés. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau ; mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Elle compose son bureau, et entend les rapports sur la gestion du conseil d'administration ainsi que le rapport du contrôleur ou d'un commissaire aux comptes.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel, se prononce sur le projet associatif présenté par le conseil d'administration, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit s'il y a lieu au renouvellement des administrateurs.

Le vote doit intervenir à bulletin secret s'il est demandé par un seul membre de l'assemblée générale.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'association, avec la convocation à l'assemblée générale, laquelle devra obligatoirement se prononcer pour un quitus au trésorier.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents et représentés ayant voix délibérative.

Chaque membre ne peut détenir plus de deux pouvoirs. Les pouvoirs surnuméraires et les pouvoirs en blanc sont répartis par le bureau de l'assemblée générale.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont, signés par le Président et le Secrétaire. Ils sont établis sur des feuilles numérotées et conservés au Siège de FRANCE REIN.

ARTICLE XVIII - LE PRÉSIDENT

Le Président représente FRANCE REIN dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut donner délégation à l'un des membres du bureau de façon expresse, limitée, motivée et temporaire.

En cas de représentation en justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale. Il peut agir, tant en demande qu'en défense, en matière de référé, sans autorisation préalable du conseil d'administration.

Les représentants de FRANCE REIN doivent jouir du plein exercice de leurs droits civils.

En cas de carence ou de décès du président, le président-adjoint le remplace dans l'attente du prochain conseil d'administration qu'il a la charge de convoquer. Le nouveau président élu par le conseil d'administration conserve alors cette fonction jusqu'au conseil d'administration qui suivra la prochaine assemblée générale.

ARTICLE XIX

Les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles nécessaires au but poursuivi par FRANCE REIN, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts doivent être approuvés par l'assemblée générale.

ARTICLE XX – LIBÉRALITÉS ET ALIÉNATIONS

Les délibérations du conseil d'administration relatives à l'acceptation des dons et legs prennent effet dans les conditions prévues par l'article 910 du Code civil.

Les délibérations de l'assemblée générale relatives aux aliénations de biens mobiliers et immobiliers dépendant de la dotation à la constitution d'hypothèques et aux emprunts ne sont valables qu'après approbation administrative.

ARTICLE XXI – SECRETARIAT GENERAL

Il est constitué un Secrétariat Général qui aura pour mission d'assumer en permanence :

- l'ensemble des tâches administratives,
- l'information, sa conservation, sa transmission auprès des membres, administrateurs et divers pôles d'activités de FRANCE REIN.

Il coordonnera et exécutera les actions approuvées par les organes décisionnaires, Président, bureau, conseil d'administration, assemblée générale dans la limite de leurs pouvoirs respectifs.

Le secrétariat du conseil d'administration et les attributions précitées seront assurés sous la responsabilité du secrétaire général.

ARTICLE XXII – DOTATION

La dotation comprend :

Une somme de 1525 euros constituée en valeurs nominatives placées conformément aux prescriptions de l'article suivant ;

- Les immeubles nécessaires au but recherché par l'association ainsi que des bois, forêts ou terrains à boisier,
- Les capitaux provenant des libéralités, à moins que l'emploi immédiat n'en ait été décidé;
- Le dixième au moins, annuellement capitalisé, du revenu net des biens de l'association ;

- La partie des excédents de ressources qui n'est nécessaire au fonctionnement de l'association pour l'exercice suivant.

ARTICLE XXIII – GESTION DES CAPITAUX MOBILIERS

Tous les capitaux mobiliers, y compris ceux de la dotation, sont placés en titres nominatifs, en titres pour lesquels est établi le bordereau de références nominatives prévu à l'article 55 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne ou en valeurs admises par la Banque de France en garantie d'avance.

ARTICLE XXIV - RESSOURCES

Les recettes annuelles de FRANCE REIN se composent :

- 1) Du revenu de ses biens, à l'exception de la fraction prévue au 4° de l'article XXII,
- 2) Des cotisations et souscriptions de ses membres ;
- 3) Des subventions de l'Union Européenne, de l'État, des collectivités territoriales (régions, départements, communes) et des Établissements Publics ;
- 4) Du produit des libéralités dont l'emploi est décidé au cours de l'exercice,
- 5) Des ressources créées à titre exceptionnel et, s'il y a lieu, avec l'agrément de l'autorité compétente ;
- 6) Du produit des rétributions perçues pour service rendu ;
- 7) et de toute autre recette non interdite par la loi dite par la loi

ARTICLE XXV – COMPTABILITÉ ET LIBÉRALITÉS

Il est tenu une comptabilité faisant apparaître annuellement un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et un bilan.

FRANCE REIN se réserve la possibilité d'adjoindre à son service de comptabilité les services d'un expert-comptable pour l'établissement des comptes annuels (bilans, compte de résultats et annexes).

FRANCE REIN nomme un commissaire aux comptes titulaire et un commissaire aux comptes suppléant pour une mission d'audit légal et ce pour une durée de 6 ans conformément à la loi.

Chaque pôle d'activités de la FRANCE REIN doit tenir une comptabilité distincte, qui forme un chapitre spécial de la comptabilité de l'association, comptabilité soumise donc à l'expert-comptable.

Les membres actifs tels que définis à l'article VI, peuvent être considérés comme les subdivisions locales de FRANCE REIN et à ce titre, les dons qu'ils encaissent doivent être retracés dans la comptabilité de l'association.

Les dons peuvent être adressés à FRANCE REIN, mais affectés par donateur à l'association régionale. Dans ce cas, FRANCE REIN encaisse les sommes correspondantes et en assure le reversement à l'association régionale désignée.

Il est justifié chaque année auprès du Préfet, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Santé, de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions accordées au cours de l'exercice écoulé.

ARTICLE XXVI - MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Les statuts ne peuvent être modifiés et l'association ne peut être dissoute que par l'assemblée générale sur la proposition du conseil d'administration ou sur la proposition du dixième des membres dont se compose l'assemblée générale représentant au moins le dixième des voix.

Dans l'un ou l'autre cas, les propositions de modifications et de dissolution sont inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée générale, lequel doit être envoyé aux membres au moins un mois à l'avance.

L'assemblée doit se composer de la moitié au moins des membres en exercice représentant au moins la moitié des voix. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau ; mais à quinze jours au moins d'intervalle et, cette fois elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Le vote doit cependant intervenir au scrutin secret s'il est demandé par un tiers des membres de l'assemblée générale. Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés et l'association ne peut être dissoute qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

ARTICLE XXVII – LIQUIDATION

En cas de dissolution, l'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires, chargés de la liquidation des biens de FRANCE REIN. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics, reconnus d'utilité publique ou à des établissements visés au 5ème alinéa de l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901 modifiée.

ARTICLE XXVIII – CONTRÔLE DU MINISTÈRE

Les délibérations de l'assemblée générale prévues aux articles XXVI et XXVII sont adressées sans délai au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Santé.

Elles ne sont valables qu'après approbation du Gouvernement.

ARTICLE XXIX - SURVEILLANCE

Le président doit faire connaître dans les trois mois à la Préfecture du Département, ou à la sous-Préfecture de l'arrondissement où FRANCE REIN a son siège social, tous les changements survenus dans l'administration ou la direction de l'association.

Les registres de FRANCE REIN et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement, sur toute réquisition du Ministre de l'Intérieur ou du Préfet, à eux-mêmes ou leurs délégués, ou à tous autres fonctionnaires accrédités par eux.

Le rapport annuel et les comptes, y compris ceux des établissements de FRANCE REIN sont adressés chaque année au Préfet du Département, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre de la Santé.

ARTICLE XXX - CONTRÔLE

Le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Santé ont le droit de faire visiter par leurs délégués les établissements fondés par l'association, et de se faire rendre compte de leur fonctionnement.

Paris, le 22 juin 2017

25 Novembre 1972

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

12253

65 - HAUTES-PYRÉNÉES

15 novembre 1972. Déclaration à la préfecture des Hautes-Pyrénées. **Hand-ball-Club de l'école nationale d'ingénieurs de Tarbes**. Objet : pratique et développement des sports. Siège social : école nationale d'ingénieurs, chemin d'Azereix, 65013 Tarbes.

66 - PYRÉNÉES-ORIENTALES

15 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Cérét. **L'Echiquier banyulenc**. Objet : réunion de ses adhérents dans un mouvement d'émulation pour la diffusion et la progression du jeu d'échecs. Siège social : café La Marenda, 66850 Banyuls-sur-Mer.

69 - RHÔNE

30 octobre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **L'Association des parents d'élèves de l'école publique d'Ecully Les Cerisiers**. Objet : transfère son siège social de l'école des Cerisiers, route de la Sauvegarde, 69130, Ecully, à l'union locale des A.P.E., 27, rue Gentil, 69002 Lyon.

2 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association Voyage de promotion**. Objet : promouvoir des relations d'ordre culturel et autres en collaboration avec les différents membres de la promotion sortante de l'école supérieure de commerce et d'administration des entreprises de Lyon. Siège social : 23, route de Dardilly, 69130 Ecully.

8 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Amicale cycliste saint-genoise**. Objet : développer l'organisation de compétitions cyclistes et susciter des liens d'amitié entre les membres. Siège social : 2, avenue de la Libération, Saint-Genis-les-Ollieres.

9 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association des insuffisants rénaux**. Objet : information des insuffisants rénaux ; aide aux insuffisants rénaux ; susciter et aider la promotion des traitements de l'insuffisance rénale ; traitement de tout autre problème propre aux insuffisants rénaux. Siège social : 103, rue du Commandant-Curcot, 69110 Sainte-Foy-Lyon.

11 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Centre Soeren Kierkegaard**. Objet : permettre à toutes les personnes qui le désirent un apprentissage et un approfondissement de la réflexion philosophique, indépendamment de toutes préoccupations scolaires ou universitaires ; cette réflexion se développe dans un esprit d'indépendance réelle qui suppose l'exclusion de toute idéologie qui trouverait sa raison d'être dans la politique. Siège social : 1, rue de l'Ancienne-Préfecture, Lyon 12.

14 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Ecurie Les 2 Fleuves**. Objet : pratique de l'éducation physique et des sports. Siège social : 26, rue Gambetta, Saint-Fons.

14 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Groupe régional des conseillers techniques sportifs de la jeunesse, des sports et des loisirs**. Objet : créer tous services susceptibles d'aider les conseillers techniques à accomplir efficacement leur mission ; étudier les problèmes qui se posent au corps considéré ; représenter et agir auprès des différentes instances intéressées leur mission ; organiser la recherche appliquée en matière de pédagogie relative à toutes disciplines sportives, scientifiques et socio-éducatives ; créer un service de documentation. Siège social : chez le président M. J. Augier, 28, rue Cité-Saint-Jean, 69100 Villeurbanne.

15 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Amicale des locataires C.N.L., cité Logirel, La Balme**. Objet : défendre les intérêts individuels ou collectifs des familles ; étudier et s'intéresser à toutes les questions relatives aux conditions de location, à l'habitation, à l'urbanisme, à l'hygiène et à l'activité sociale et culturelle et mener toute l'action nécessaire à leur réalisation. Siège social : 85-87, avenue de Bohlen, bâtiment 7, 69120 Vaulx-en-Velin.

15 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **Association pour la gestion du centre social de Mermoz**. Objet : promouvoir l'animation du centre social de Mermoz, d'unant aux habitants du quartier des occasions de contact et de promotion ; coordination des activités du centre en liaison avec les autres équipements du quartier ; gestion du centre social. Siège social : 1, rue Joseph-Chalier, 69008 Lyon.

16 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du Rhône. **L'association Union et Liberté** transfère son siège social du 22, rue Montesquieu, Lyon 7^e, au 45, rue Garibaldi, Lyon 16^e.

73 - SAVOIE

29 octobre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-de-Maurienne. **Nautic-Club mauriennais**. Objet : pratique de la natation et des sports annexes. Siège social : piscine municipale, Saint-Jean-de-Maurienne.

16 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Jean-de-Maurienne. **Association familiale de Randens**. Objet : effectuer un ramassage scolaire pour enfants des hameaux du Bouhet, de la Maladière et du Chaix. Siège social : mairie de Randens.

74 - HAUTE-SAVOIE

9 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Bonneville. **Amicale pétanque cheddolise**. Objet : dans le but de faire aimer et de propager ce sport boule dans la région. Siège social : bar La Petite Taverne, 10, rue Paul-Corbin, 74190 Chedde, Le Fayet.

82 - TARN-ET-GARONNE

8 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Castelsarrasin. **Cercle d'information agricole des planteurs de tabac de Montalgu-de-Quercy**. Objet : informer techniquement et économiquement les planteurs de tabac. Siège social : bureau du C.E.T.A. 82150 Montalgu-de-Quercy.

88 - VOSGES

17 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Dié. **Comité des fêtes et loisirs**. Objet : permettre le regroupement d'animateurs des jeunes de la paroisse de Coinches ; assurer des distractions saines dans l'intérêt matériel et moral des jeunes ; promouvoir des programmes éducatifs adaptés aux loisirs de la jeunesse. Siège social : presbytère de Coinches.

90 - TERRITOIRE DE BELFORT

2 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du territoire de Belfort. **Association communale de chasse agréée de Giromagny**. Objet : favoriser la répression du braconnage, l'éducation cynégétique des membres, assurer une meilleure organisation technique de la chasse pour permettre un meilleur exercice de ce sport. Siège social : café de la Mairie, Giromagny.

14 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du territoire de Belfort. **L'association Pétanque-Club Entente du territoire de Belfort** décide sa dissolution. Siège social : café Cremaschi, Baviilliers.

14 novembre 1972. Déclaration à la préfecture du territoire de Belfort. **L'association Pétanque-Club Baviilliers Entente du territoire de Belfort** décide sa dissolution. Siège social : café Cremaschi, Baviilliers.

92 - HAUTS-DE-SEINE

21 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture d'Antony. **Comité des œuvres sociales des personnels de la ville et des établissements publics communaux de Bagneux**. Objet : resserrer les liens d'amitié qui unissent ses membres ; pratiquer l'entraide, organiser diverses activités culturelles, de loisirs et d'aide à la formation professionnelle. Siège social : hôtel de ville de Bagneux.

971 - GUADELOUPE

13 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. **Association sportive - Société de production et distribution d'électricité de la Guadeloupe**. Objet : faciliter la pratique du sport dans notre établissement, moyen de communication pour les agents afin de mieux se connaître. Siège social : S.P.D.E.G., Bergévin Pointe-à-Pitre.

15 novembre 1972. Déclaration à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre. **Association guadeloupéenne d'hygiène mentale**. Objet : agir sur le plan de la prophylaxie et de l'aide au reclassement ; information, formation et éducation pour tout ce qui concerne l'hygiène mentale dans le département de la Guadeloupe. Siège social : 35, rue du Commandant-Morlenol Pointe-à-Pitre.

ASSOCIATIONS ETRANGERES

(Décret loi du 12 avril 1939 et décret du 1^{er} juin 1939)

7 novembre 1972. Arrêté du ministre de l'intérieur. Autorisation enregistrée à la préfecture de la Loire le 15 novembre 1972. **Club des étudiants et des travailleurs africains à Saint-Etienne (C.E.T.A.S.E.)**. Objet : s'unir pour sauvegarder et faire respecter leurs intérêts ; développer une action d'information pour faire prendre conscience du respect de la culture et de la dignité de la personne africaine. Siège social : 16, rue Charles-d'Freycinet, Saint-Etienne.

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION

L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

2^e Bureau

ASSOCIATION

N^o du dossier à rappeler

106175

La déclaration prescrite, doit, DANS LE DELAI S'UN MOIS, être rendue publique par les soins des Administrateurs, au moyen de l'insertion au Journal Officiel, d'un extrait contenant la date de la déclaration, le titre et l'objet de l'association, ainsi que l'indication de son siège social.

Tous changements survenus dans le Conseil d'Administration ou le bureau, tout transfert de siège et toutes modifications des statuts doivent faire l'objet d'une déclaration dans le délai de trois mois.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET DE LA REGION RHONE-ALPES

PREFET DU RHONE

Commandeur de la Légion d'Honneur,

VU l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901, les articles 1 et 3 du décret du 16 août 1901,

Donne récépissé à M. VOLLE Régis
demeurant à VERNAISON
de la déclaration en date du 14 novembre 1972 parvenue
dans les bureaux de la Préfecture le même jour, par laquelle
il fait connaître, en qualité de PRESIDENT qu'une association
vient de se constituer sous le titre de :
"ASSOCIATION DES INSUFFISANTS RENAUX" (A.I.R.)

Cette association a pour objet : l'information des insuffisants renaux, l'aide aux insuffisants renaux, susciter et aider la promotion des traitements de l'insuffisance rénale, le traitement de tout autre problème propre aux insuffisants renaux.

Son siège social est fixé à 103, rue Cdt Charcot
STE-FOY-LES-LYON

Il était annexé { 1^o Deux exemplaires des statuts
à la déclaration { 2^o Un registre coté de 24 feuillets

(Le présent récépissé a pour unique objet de constater le dépôt de la déclaration et des pièces annexées, sans préjuger en quoi que ce soit la légalité de l'association).

LYON, le

Pour le Préfet du Rhône,
Le Chef de Bureau délégué,

BILAN ACTIF

1.2.1.1

Désignation : F.N.A.I.R	Date : 31.12.2015
Adresse : 19, avenue du Bel Air - 75012 PARIS	Durée N : 12 mois
N° SIRET : 323 117 143 00095	Code APE : 9499Z
	Durée N-1 : 12 mois

	ACTIF	en Euros		en Euros	
		Montant brut	Amortissements	Exercice 2015	Exercice 2014
ACTIFS IMMOBILISES	IMMOBILISATIONS INCORPOREL.				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de dévelop.				
	Concessions, brevets, logiciels				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporel.				
	Avances, acompte immob. Incorp.				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations générales				
	Install. Agenc. Aménagement	9 293	155	9 138	
	Matériel de bureau et informatique	19 567	12 120	7 447	5 763
	Matériel Presse	5 319	3 725	1 594	168
	Mobilier	6 705	3 687	3 018	3 635
	Immobilisation en cours	11 037		11 037	
	Avances acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Autres participations				
	Créances rattachées participations				
	Autres titres immobilisés				
	prêts				
	Autres immobilisations financières	6 853		6 853	6 853
	TOTAL ACTIFS IMMOBILISES (I)	58 774	19 687	39 087	16 420
ACTIF CIRCULANT	STOCK ET EN-COURS				
	Mat. premières approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avanc. acptes versés s/commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagées & cptes rattachés	53 439	903	52 536	35 710
	Fournisseurs débiteurs			-	112
	Autres créances	2 988		2 988	2 905
	Valeurs mob. de placement	328 681		328 681	320 130
	Disponibilités	764 666		764 666	331 348
	Produits à recevoir	10 902		10 902	79 552
	Créances sur cession d'immo			-	-
	Charges constatées d'avance (3)	9 031		9 031	9 809
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 169 709	903	1 168 805	779 565
	Charges à répartir s/plusieurs ex (III)				
	Primes de rembt des emprunts (IV)				
	Ecarts de Conversion actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)			1 207 892	795 985
(1) Droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an					
(3) Dont à plus d'un an					
ENGAGEMENT RECUS					
Legs nets à réaliser :					
acceptés par les organes statutaires compétents					
autorisés par l'organisme de tutelle					
Dont : dons en nature restant à vendre					

Visa pour
authentification
KPMG S.A.

BILAN PASSIF

Désignation : F.N.A.I.R.

Date : 31.12.2015

		en Euros	en Euros
		Exercice 2015	Exercice 2014
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	PASSIF		
	FONDS PROPRE		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	32 955	32 955
	Ecart de réévaluation		
	Libéralités		
	Réserves	249 703	249 703
	Report à nouveau (hors résultats sous contrôle tiers financeur)		
	TOTAL I	282 659	282 659
	REPORT A NOUVEAU	207 642	193 140
	RESULTAT DE L'EXERCICE A AFFECTER	480 731	14 502
	TOTAL II	688 373	207 642
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Autre subvt équip/ compte résultat		
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétés (commodat)		
	TOTAL III	-	-
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL IV	-	-
	FONDS DEDIES		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés	141 222	201 632
	Sur legs et dotations affectées		
	TOTAL V	141 222	201 632
	TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	1 112 254	691 932
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligatoires (1)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)		
	Emprunts, dettes financières divers (1)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 097	20 985
	Usager créditeurs	2 132	
	Dettes fiscales et sociales	55 857	55 292
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	4 308	20 816
	Produits constatés d'avance	3 245	6 959
	TOTAL VI	95 638	104 053
	Ecart de conversion passif VII		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)	1 207 892	795 985
	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	ENGAGEMENTS DONNES		

Visa pour
authentification
KPMG S.A.

BILAN ACTIF

1.2.1.1

Désignation : F.N.A.I.R	Date : 31.12.2016
Adresse : 19, avenue du Bel Air - 75012 PARIS	Durée N : 12 mois
N° SIRET : 323 117 143 00095	Durée N-1 : 12 mois
Code APE : 9499Z	

	ACTIF	en Euros		Exercice 2016	Exercice 2015
		Montant brut	Amortissements		
ACTIFS IMMOBILISES	IMMOBILISATIONS INCORPOREL.				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de dévelop.				
	Concessions, brevets, logiciels				
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporel.				
	Avances, acompte immob. incorp.				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations générales				
	Install. Agenc. Aménagement	21 504	4 456	17 049	9 138
	Matériel de bureau et informatique	19 824	15 635	4 189	7 447
	Matériel Presse	3 660	2 899	761	1 594
	Mobilier	9 645	4 275	5 370	3 018
	Immobilisation en cours	20 162		20 162	11 037
	Avances acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Autres participations				
	Créances rattachées participations				
	Autres titres immobilisés				
	prêts				
	Autres immobilisations financières	13 416		13 416	6 853
		88 212	27 265	60 947	39 087
ACTIF CIRCULANT	STOCK ET EN-COURS				
	Mat. premières approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avanc. acptes versés s/commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagées & cptes rattachés	40 255		40 255	52 536
	Fournisseurs débiteurs				
	Autres créances	11 252		11 252	2 988
	Valeurs mob. de placement	210 726		210 726	328 681
	Disponibilités	635 057		635 057	764 666
	Produits à recevoir	19 038		19 038	10 902
	Créances sur cession d'immo			-	-
	Charges constatées d'avance (3)	25 000		25 000	9 031
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	941 328		941 328	1.168 805
	Charges à répartir s/plusieurs ex (III)				
	Primes de rembt des emprunts (IV)				
	Ecart de Conversion actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)			1.002 274	1.207 892
(1) Droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an					
(3) Dont à plus d'un an					
ENGAGEMENT RECUS					
Legs nets à réaliser :					
acceptés par les organes statutaires compétents					
autorisés par l'organisme de tutelle					
Dont : dons en nature restant à vendre					

16/03/2017

Visa pour
authentification
KPMG S.A.

BILAN PASSIF

Désignation : F.N.A.I.R.

Date : 31.12.2016

	PASSIF	en Euros	en Euros
		Exercice 2016	Exercice 2015
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	FONDS PROPRE		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	32 955	32 955
	Ecart de réévaluation		
	Libéralités		
	Réserves	249 703	249 703
	Report à nouveau (hors résultats sous contrôle tiers financeur)		
	TOTAL I	282 659	282 659
	REPORT A NOUVEAU	688 374	207 642
	RESULTAT DE L'EXERCICE A AFFECTER	215 425	480 731
	TOTAL II	472 949	688 373
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Autre subvt équip/ compte résultat		
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétés (commodat)		
	TOTAL III		
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL IV		
	FONDS DEDIES		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés	144 675	141 222
	Sur legs et dotations affectées		
	TOTAL V	144 675	141 222
	TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	900 283	1 112 254
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligatoires (1)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)		
	Emprunts, dettes financières divers (1)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 106	30 097
	Usager créditeurs		2 132
	Dettes fiscales et sociales	67 113	55 857
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	172	4 308
	Produits constatés d'avance	1 600	3 245
	TOTAL VI	101 992	95 638
	Ecart de conversion passif VII		
	TOTAL DES DETTES	1 002 274	1 207 892
	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	ENGAGEMENTS DONNES		

16/03/2017

Visa pour
authentification
KPMG S.A.

BILAN ACTIF

1.2.1.1

Désignation : France Rein

Adresse : 10 rue Mercoeur - 75011 PARIS

N° SIRET : 323 117 143 00103

Code APE : 9499Z

Date : 31.12.2017

Durée N : 12 mois

Durée N-1 : 12 mois

	ACTIF	en Euros		Exercice 2017	Exercice 2016
		Montant brut	Amortissements		
ACTIFS IMMOBILISES	IMMOBILISATIONS INCORPOREL.				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de dévelop.				
	Concessions, brevets, logiciels	32 700	4 769	27 931	
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporel.				
	Avances, acompte Immob. Incorp.				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
	Installations générales				
	Install. Agenc. Aménagement	21 504	8 757	12 748	17 049
	Matériel de bureau et informatique	29 469	24 388	5 081	4 189
	Matériel Presse	3 660	3 660	- 0	761
	Mobilier				5 370
	Immobilisation en cours	11 800		11 800	20 162
	Avances acomptes			-	
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Autres participations				
	Créances rattachées participations				
	Autres titres immobilisés				
	prêts				
	Autres immobilisations financières	13 499		13 499	13 416
	TOTAL ACTIFS IMMOBILISES (I)	112 632	41 573	71 059	60 947
ACTIF CIRCULANT	STOCK ET EN-COURS				
	Mat. premières approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avanc. acptes versés s/commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances usagées & cptes rattachés	85 824		85 824	40 255
	Fournisseurs débiteurs				
	Autres créances	24 950		24 950	11 252
	Valeurs mob. de placement	215 204		215 204	210 726
	Disponibilités	534 882		534 882	635 057
	Produits à recevoir	22 639		22 639	19 038
	Créances sur cession d'immo			-	-
	Charges constatées d'avance (3)	44 810		44 810	25 000
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	928 310	-	928 310	941 328
	Charges à répartir s/plusieurs ex (III)				
	Primes de rembt des emprunts (IV)				
	Ecart de Conversion actif (V)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)			999 369	1 002 274
(1) Droit au bail					
(2) Dont à moins d'un an					
(3) Dont à plus d'un an					
ENGAGEMENT RECUS					
Legs nets à réaliser :					
acceptés par les organes statutaires compétents					
autorisés par l'organisme de tutelle					
Dont : dons en nature restant à vendre					

04/05/2018

visa pour
authentification
KPMG S.A.

BILAN PASSIF

Désignation : France Rein

Date : 31.12.2017

		en Euros	en Euros
		Exercice 2017	Exercice 2016
FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	PASSIF		
	FONDS PROPRE		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	32 955	32 955
	Ecart de réévaluation		
	Libéralités		
	Réserves	249 703	249 703
	Report à nouveau (hors résultats sous contrôle tiers financeur)		
	TOTAL I	282 659	282 659
	REPORT A NOUVEAU	472 949	688 374
	RESULTAT DE L'EXERCICE A AFFECTER	2 818	- 215 425
	TOTAL II	475 767	472 949
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatifs		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Autre subvt équip/ compte résultat		
	Provisions réglementées		
	Droits des propriétés (commodat)		
	TOTAL III	-	-
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	TOTAL IV	-	-
	FONDS DEDIES		
	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés	130 710	144 675
	Sur legs et dotations affectées		
	TOTAL V	130 710	144 675
	TOTAL DES FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES	889 136	900 283
DETTES	DETTES		
	Emprunts obligatoires (1)		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)		
	Emprunts, dettes financières divers (1)		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	50 821	33 106
	Usager créditeurs		
	Dettes fiscales et sociales	57 036	67 113
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2 377	172
	Produits constatés d'avance		1 600
	TOTAL VI	110 233	101 991
	Ecart de conversion passif VII		
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI+VII)	999 369	1 002 274
	(1) Dont à plus d'un an		
	Dont à moins d'un an		
	(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	ENGAGEMENTS DONNES		

04/05/2018

Visa pour
authentification
KPMG S.A.